

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DU 04 DECEMBRE 2024**

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de conseillers présents : 31

Nombre de conseillers votants : 33

*Le quorum (17/33) est atteint*

L'an deux mille vingt-quatre, le quatre décembre à vingt heures, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Raphaël LANTERI, Maire de Vauréal.

**Date de la convocation** : 28 novembre 2024

**Étaient présents** : M. Raphaël LANTERI, Mme Lydia CHEVALIER, M. Jean-Marie ROLLET, Mme Simone DUFAYET, M. Benjamin GABIRON, Mme Marie-Pierre FAUQUEUR, M. Daniel VIZIERES, Mme Gaele SOULIER-SOTGIU, M. David BEDIN, M. Michel JUMELET, Mme Coralie LARDET-ROMBEAUX, M. Guillaume MERLET, Mme Marie-Christine SYLVAIN, M. Victorien LACHAS, Mme Valentine CALABRE, M. SAINTE-CROIX, Mme Régine WATERLOT, M. Michel ROUZIOU, Mme Josseline JASON, M. Pascal PARENTY, Mme Siham FOURSANE, Mme Sylvie COUCHOT, Mme Natacha EUSEBE, M. Karim DAOUDI, M. Rida BOULTAME, Mme Patricia JOSÉ, M. Jean-Christophe CONSTANTIN, Mme Jacqueline DISANT, M. Bruno LE CUNFF, Mme Patricia FIDI, M. Antoine MIGALE.

**formant la totalité des membres en exercice**

**Conseillers municipaux absents ayant donné un pouvoir**

Mme CARON donne procuration à Mme SYLVAIN

Mme BENICHOU donne procuration à M. LACHAS

**Conseillers municipaux ayant rejoint ou quitté le Conseil municipal en cours de séance**

Mesdames COUCHOT, EUSEBE, CALABRE ainsi que Monsieur DAOUDI ont quitté la séance à la fin des délibérations, au moment des questions orales

Accusé de réception en préfecture

095-219506375-20241204-1-3-12-2024-DE

Date de télétransmission : 06/12/2024

Date de réception préfecture : 06/12/2024

**Madame Marie-Pierre FAUQUEUR est désignée secrétaire de séance.**

## COMMUNE DE VAUREAL

### DELIBERATION N° 1.3/12/2024

NOMENCLATURE ACTES :

7.1 Décisions budgétaires

#### **OBJET : PROVISIONS COMPTABLES DU BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**Sur proposition de Monsieur Jean-Marie ROLLET, adjoint au Maire chargé des finances et de la commande publique,**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1612-16, L.2321-1, L.2321-2, L.2121-29 et R.2321-2 relatifs aux dépenses obligatoires,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57,

**CONSIDERANT** l'instruction M57, ainsi que les articles précités du code général des collectivités territoriales, qui rendent obligatoire l'inscription d'une provision par délibération du conseil municipal, lorsque le recouvrement de certains restes à recouvrer sur comptes de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public,

**CONSIDERANT** que cette provision doit être constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité probable, estimé à partir des informations communiquées par le comptable public,

**CONSIDERANT** que la constitution des provisions en droit commun constitue des opérations d'ordre semi-budgétaire regroupées au sein des opérations réelles,

**CONSIDERANT** que la commune supporte actuellement des créances impayées qui concernent essentiellement des prestations rendues aux habitants,

**CONSIDERANT** la délibération du Conseil municipal du 23 novembre 2023 ayant permis de réduire la provision pour charges de 1.738,88 €,

**CONSIDERANT** le stock de provisions pour créances douteuses déjà constitué par la commune sur les exercices antérieurs à hauteur de 103.430,49 €,

**CONSIDERANT** le montant total des restes à réaliser au 01/11/2024 fixé à 177.318,78 €, hors créances irrécouvrables, créances éteintes et créances publiques, et comptabilisées jusqu'au 31/12/2022,

**CONSIDERANT** la nécessité de provisionner à hauteur de 60% de cette somme, soit à hauteur de 106.391,27 €,

**CONSIDERANT** la nécessité de réévaluer le stock de provisions pour créances douteuses au regard de l'état des créances incertaines de la Ville produit par le comptable public,

**CONSIDERANT** par ailleurs l'obligation de l'article D.5217-22 du code général des collectivités territoriales de constituer une provision pour risques et charges dès l'ouverture d'un contentieux à hauteur du risque,

**CONSIDERANT** l'ouverture d'un contentieux au sein de la commune de Vauréal,

**CONSIDERANT** le risque éventuel constitué par ce contentieux, estimé pour la somme de 2.500 €,

**CONSIDERANT** que la commission « Finances » s'est réunie le 25 novembre 2024,

**APRES AVOIR ENTENDU L'EXPOSE DU RAPPORTEUR  
APRES EN AVOIR DELIBERE**

**DECIDE A L'UNANIMITE**

*(5 abstentions : Mmes Disant, José et Mrs Boultame, Constantin, Le Cunff)*

**ARTICLE 1 : D'APPROUVER** l'inscription d'une dépense à hauteur de 2.960,78 € au chapitre 68 « Dotations aux provisions » - Nature 6817 « Dotations aux provisions pour dépréciations des actifs circulants » sur le budget principal.

**ARTICLE 2 : D'APPROUVER** l'inscription d'une dépense à hauteur de 2.000,00 € au chapitre 68 « Dotations aux provisions » - Nature 6815 « Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement courant » sur le budget principal.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera transmise au contrôle de légalité, dont ampliation sera notifiée aux délégués et publiée au recueil des actes administratifs.

**Pour extrait conforme  
au registre des délibérations**

**Monsieur Le Maire de Vauréal,  
Raphaël LANTERI**



**Date exécutoire :**

.....

**Date de notification :**

.....

**Date de mise en ligne : 06 DEC. 2024**

.....

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois, devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, à compter de sa réception par le représentant de l'Etat ainsi que de sa notification à la personne intéressée ou de sa mise en ligne pour tout tiers ayant un intérêt à agir.